



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat Général aux  
Affaires Départementales**

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

**ARRÊTÉ N° 52-2024-10-00074 DU 14 OCT. 2024**  
portant mise en demeure la société FE SAINT JULIEN  
de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral  
n° 52-2021-10-00157 du 27 octobre 2021 pour le parc éolien  
qu'elle exploite sur le territoire de la commune  
de CHATEAUVILLAIN

La Préfète de Haute-Marne,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,

**VU** le Code de l'environnement ;

**VU** l'arrêté du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°2604 du 30 novembre 2016 modifié portant prescriptions pour l'exploitation d'une installation de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent sur le territoire de la commune de Châteauvillain par la société INNOVENT ;

**VU** l'arrêté n°52-2021-10-00157 du 27 octobre 2021 portant prescriptions complémentaires à l'arrêté préfectoral n°2604 du 30 novembre 2016 autorisant l'exploitation d'un parc éolien sur le territoire de la commune de Châteauvillain par la société FE SAINT JULIEN ;

**VU** le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) Grand Est comme suite à la visite le 27 juin 2024 du parc éolien exploité sur le territoire de la commune de CHATEAUVILLAIN par la société FE SAINT JULIEN ;

**CONSIDÉRANT** que l'article 3 de l'arrêté préfectoral n° 52-2021-10-00157 du 27 octobre 2021 susvisé prescrivait une nouvelle évaluation des émissions sonores dans un délai de deux mois à compter de la date de notification de cet arrêté ;

**CONSIDÉRANT** que la notification de l'arrêté préfectoral n° 52-2021-10-00157 du 27 octobre 2021 susvisé est intervenue le 02 novembre 2021 ;

**CONSIDÉRANT** que l'inspection des installations classées a constaté le 27 juin 2024 que la nouvelle évaluation des émissions sonores n'a pas été mise en œuvre ;

**CONSIDÉRANT** que ce manquement constitue une atteinte aux intérêts protégés par l'article L. 511-1 du Code de l'environnement dans la mesure où l'absence de nuisances sonores n'est pas garantie à ce jour lors du fonctionnement du parc éolien exploité à ESSEY-LES-PONTS (commune de CHATEAUVILLAIN) par la société FE SAINT JULIEN ;

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Marne,

## ARRÊTE

### Article 1 : Mise en demeure

La société FE SAINT JULIEN est mise en demeure, pour ses installations de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent qu'elle exploite sur le territoire de la commune de CHATEAUVILLAIN, de procéder à une vérification de la conformité des émissions sonores de ses installations aux valeurs limites fixées à l'article 26 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 susvisé et à celles fixées ci-dessous :

Niveau de bruit ambiant existant dans les ZER incluant le bruit de l'installation	Emergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h
Inférieur ou égal à 35 dB (A)	5 dB (A)

Cette vérification est effectuée par un organisme indépendant et aux frais de la société FE SAINT JULIEN. Cet organisme ne peut être un des prestataires ayant déjà réalisé des études acoustiques relatives à ce parc éolien.

La vérification porte sur des points de mesure judicieusement choisis à ESSEY-LES-PONTS à raison d'au moins un point de mesure par secteur suivant :

- du 3 au 7 rue de la Coulommière,
- du 1 au 8 rue Martelot,
- du 1 au 6 rue Saint-Siméon,
- du 17 au 23 rue Saint-Siméon,
- du 30 au 32 rue Saint-Siméon.

Le rapport de cette vérification est transmis à la Préfète de la Haute-Marne et à l'Inspection des Installations Classées de la DREAL dans un délai de 3 mois à compter de la date de la notification du présent arrêté.

### Article 2 : Sanctions

Dans la mesure où la société FE SAINT JULIEN ne défère pas aux dispositions de l'article 1 du présent arrêté dans le délai imposé, il sera fait application des dispositions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

### **Article 3 : Délais et voies de recours**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Le cas échéant, le tribunal administratif peut être saisi par l'application « Télérécours citoyens » ([www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)).

### **Article 4 : Publicité**

En application de l'article R. 171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté sera publié sur le site internet de la Préfecture de la Haute-Marne pendant une durée minimale de deux mois.

### **Article 5 : Exécution**

Le Secrétaire général de la préfecture de la Haute-Marne et le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société FE SAINT JULIEN et dont une copie sera adressée au maire de CHATEAUVILLAIN.

Fait à CHAUMONT, le 14 OCT. 2024

Pour la Préfète et par délégation,  
le Secrétaire général de la préfecture



Guillaume THIRARD

